

SOIXANTE-HUITARDS HELVÉTIQUES. ÉTUDE PROSOPOGRAPHIQUE

Nuno Pereira et Renate Schär

La Découverte | *Le Mouvement Social*

2012/2 - n° 239
pages 9 à 23

ISSN 0027-2671

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2012-2-page-9.htm>

Pour citer cet article :

Pereira Nuno et Schär Renate, « Soixante-huitards helvétiques. Étude prosopographique »,
Le Mouvement Social, 2012/2 n° 239, p. 9-23.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Soixante-huitards helvétiques. Étude prosopographique

par Nuno PEREIRA* et Renate SCHÄR**

Longtemps focalisée sur les pays où la contestation a eu le plus grand retentissement, l'historiographie des mouvements de 68 a considérablement élargi ses horizons ces dernières années, étayant la vision du cycle protestataire comme un phénomène mondial se déployant dans une multitude d'espaces nationaux ou locaux¹. La Suisse n'a pas échappé à la vague contestataire qui s'est développée dans les années soixante sous l'impulsion de plusieurs vecteurs : un courant pacifiste contre l'armement atomique, un mouvement étudiant en voie de radicalisation et l'essor d'une dissidence de gauche au sein du Parti suisse du Travail (PST), l'équivalent helvétique des partis communistes de l'étranger, le tout dans un contexte international marqué notamment par les luttes du tiers-monde, l'Algérie d'abord, puis surtout le Vietnam². Si l'année 1968 même a donné lieu à une révolte de la jeunesse, sous la forme de luttes estudiantines dans la plupart des universités, d'une forte mobilisation de rue en faveur d'un centre autonome à Zurich (le *Globuskrawall*) ainsi que de nombreuses manifestations contre la guerre du Vietnam, les années suivantes voient le foisonnement d'une nouvelle gauche radicale néo-marxiste qui porte la contestation politique au cours des années 1970, en même temps que surgissent de nouveaux mouvements sociaux (néo-féministe, autonome, écologiste, antimilitariste, etc.). Influencée par les pays environnants et notamment par le Mai français³, cette *décennie mouvementée* est empreinte de spécificités helvétiques telles que la division linguistique ou le système politique fédéraliste, synonyme à la fois de décentralisation et de morcellement.

Dans ce cadre, le militantisme soixante-huitard suisse est-il singulier ? C'est ce que le projet « Le mouvement de 1968 en Suisse : le militantisme comme raison d'être et mode de vie, 1965-1978 », mené par une équipe de chercheurs⁴ des universités de Berne et de Lausanne⁵ et soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique, s'est attaché à étudier. L'un des objectifs de ce projet était de

* Assistant-doctorant en histoire à l'Université de Lausanne.

** Doctorante en histoire à l'Université de Berne.

1. *Matériaux pour l'histoire de notre temps – Les Années 68 : une contestation mondialisée*, n°94, avril-juin 2009 ; M. KLIMKE, J. SCHARLOTH (dir.), *1968 in Europe. A History of Protest and Activism, 1956-1977*, New York, Palgrave Macmillan, 2008.

2. J. SCHAUFELBUEHL (dir.), *1968-1978. Ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz / Une décennie mouvementée en Suisse*, Zurich, Chronos, 2009. Voir en particulier l'introduction : B. STUDER, J. SCHAUFELBUEHL, « Die 68er Bewegung und ihre Auswirkungen in der Schweiz – Einleitung », p. 9-33.

3. N. PEREIRA, « L'impact des événements français sur le mouvement de 68 en Suisse », *Matériaux...*, *op. cit.*, p. 60-65.

4. Par commodité stylistique, nous emploierons dans cet article la forme masculine générique pour désigner les deux genres.

5. Outre les deux auteurs, cette équipe comprend Jean Batou et Janick Marina Schaufelbuehl (Université de Lausanne) et Brigitte Studer (Université de Berne). Nous les remercions chaleureusement pour leurs remarques judicieuses sur une version préliminaire de cet article. Nos remerciements s'adressent également à tous les militants qui nous ont accordé des entretiens ou ont répondu à notre questionnaire.

réaliser une biographie collective des militants des années 68, par le biais d'une analyse prosopographique. Ce sont les principaux résultats de cette étude statistique, qui constitue la première recherche empirique de ce genre réalisée en Suisse, que nous présentons ici.

La première étape du travail a été la constitution d'une base de données esquissant le profil sociologique d'un corpus de militants de la période 1965-1978. Elle a été suivie d'un long travail de recherche, saisie, codage et échantillonnage des données, pour l'obtention desquelles nous avons mobilisé un éventail de sources historiques, en particulier des archives des comités et des organisations de l'époque⁶, ainsi que des fiches et des dossiers de la police fédérale établis par le Ministère public de la Confédération⁷. Pour pallier les lacunes de ces différentes sources, nous avons recouru à un outil de l'enquête sociologique : un questionnaire rétrospectif à l'intention des anciens militants. Les entretiens menés avec des témoins constituent la troisième source⁸ ; mais d'importance secondaire à ce stade de notre projet, l'histoire orale ne fournira ici des éléments qualitatifs qu'à titre illustratif. En croisant les données tirées des archives avec celles fondées sur les souvenirs de militants et en faisant preuve de la prudence méthodologique d'usage, nous pensons obtenir un degré de fiabilité satisfaisant.

Le traitement quantitatif du corpus a été réalisé *via* une analyse factorielle simple. Sur la base des statistiques disponibles (par exemple l'Office fédéral de la statistique, OFS), un ensemble de données comparatives a été constitué pour confronter les indications du groupe cible à celles de la population générale, afin d'être en mesure de brosser le portrait-type du militant de 68.

Bien qu'elle n'ait nulle prétention à l'exhaustivité ni à la représentativité de tous les mouvements de 68, notre étude propose une vue d'ensemble du cycle de contestation en fonction de trois axes prioritaires : la nouvelle gauche radicale et deux types de mouvements sociaux, les mouvements féministe et de solidarité internationale. La gauche révolutionnaire représente l'expression politique dominante dans les années 68, agrégeant une grande partie des secteurs radicalisés du mouvement étudiant. De leur côté, les mouvements féministe et de solidarité internationale ont été significatifs sous plusieurs angles : grand nombre de militants mobilisés, visibilité des campagnes menées, engagement de longue durée. Tous deux étaient étroitement imbriqués aux organisations de la gauche radicale et leurs revendications – « se libérer des oppresseurs », que ce mot désigne le patriarcat, l'impérialisme, le colonialisme ou les dictatures – faisaient partie du noyau idéologique des soixante-huitards.

Le critère de sélection primordial de notre échantillon a donc été l'appartenance à l'une de ces trois composantes principales entre les années 1965 et 1978. 1965 marque

6. Ces archives sont notamment conservées dans les institutions suivantes : Archives contestataires, Genève ; Archives de la Librairie Basta, Lausanne ; Archives du MLE, Genève ; Archives sociales suisses, Zurich ; *Archiv für Zeitgeschichte*, Zurich ; Centre international de recherches sur l'anarchisme, Lausanne ; Collège du Travail, Genève ; Fondation Gosteli, Worblaufen ; Fonds de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, Lausanne.

7. À partir des années 1930 et durant toute la guerre froide, la police fédérale a exercé une large surveillance des citoyens et des groupes tenus pour dissidents. Cette surveillance a produit environ 800 000 fiches, aujourd'hui déposées aux Archives fédérales suisses (AFS, E 4320 C).

8. Outre les entretiens que nous avons menés, nous nous sommes appuyés sur ceux qui ont été réalisés par des étudiants dans le cadre de plusieurs séminaires d'histoire orale, dirigés par les professeurs J. Batou à l'Université de Lausanne (1998-1999 ; 2007-2008) et B. Studer à l'Université de Berne (2008).

le début de la mobilisation contre la guerre du Vietnam, tandis que l'année 1978 signe l'érosion générale du mouvement contestataire, même si le phénomène est plus diffus⁹. En résonance avec l'historiographie internationale récente, notre étude applique ainsi une périodisation large¹⁰, qui nous paraît mieux à même d'appréhender un cycle de contestation dont les déclinaisons locales ont connu des temporalités diverses.

L'accent a enfin été mis sur la visibilité du militant, fondée soit sur la durée de l'engagement – sa longueur a été particulièrement prise en compte –, soit sur la fonction occupée au sein des groupes – les dirigeants ont retenu en priorité l'attention. Comme des études empiriques en sciences sociales l'ont relevé, le recensement systématique des membres d'une organisation ou d'un comité est une tâche malaisée¹¹. Dans notre recherche, le caractère informel et non permanent des structures organisationnelles de la plupart des mouvements de 68 a rendu la reconstitution de leurs organigrammes d'autant plus délicate.

En fonction des critères de sélection qui viennent d'être énoncés, nous disposons d'un corpus de base de 1 366 militants, dont 51 % de femmes¹² et 49 % d'hommes. Ce corpus n'est cependant pas homogène puisque, alors que les données relatives aux 527 militants qui ont répondu à notre questionnaire sont quasiment exhaustives, celles qui concernent les autres demeurent lacunaires. Par conséquent, en fonction des données quantifiables disponibles, nous avons constitué des échantillons différenciés pour traiter nos différentes questions de recherche. L'enquête s'est concentrée sur les cinq plus grandes villes suisses (Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lausanne), mais a également incorporé des militants issus d'une quinzaine de villes ou régions plus petites. En somme, cette étude est nationale et reflète dans une large mesure l'activité politique suisse, dans laquelle le fédéralisme permet aux espaces locaux d'avoir une vie politique propre.

Profil sociologique des militants

Le milieu familial

La première question concerne le statut socioculturel du milieu familial des militants. Pour l'évaluer, nous avons choisi comme indicateur le niveau de formation des

9. La deuxième moitié des années 1970 a été caractérisée par un désengagement politique, une mutation générationnelle et l'essor de nouveaux mouvements sociaux au détriment des organisations néo-marxistes. Voir M. GIUGNI, F. PASSY, *Histoires de mobilisation politique en Suisse. De la contestation à l'intégration*, Paris, L'Harmattan, 1997. Si le déclin le plus manifeste est celui des courants « maoïstes », on observe une prise de distance progressive par rapport au marxisme-léninisme. C'est par exemple en 1978 que les Progressive Organisationen der Schweiz (POCH), la plus grande organisation de la gauche radicale en Suisse alémanique, opèrent un tournant idéologique fondamental avec l'abandon de la lutte des classes. La remise en cause de l'ouvrier comme archétype du sujet révolutionnaire s'opère également à cette époque. Voir C. PENNETIER, B. PUDAL, « Évolution des méthodes d'analyse du militant ouvrier, archétype du militant », in J. GOTOVITCH, A. MORELLI (dir.), *Militantisme et militants*, Bruxelles, EVO, 2000, p. 13-26.

10. Ph. ARTIÈRES, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008 ; D. DAMAMME *et al.* (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2008 ; G. DREYFUS-ARMAND (dir.), *Les Années 68, un monde en mouvement. Nouveaux regards sur une histoire plurielle (1962-1981)*, Paris, BDIC/Syllepse, 2008 ; G.-R. HORN, *The Spirit of '68. Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

11. J. PAGIS, « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en mai 68 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°1, février, 2010, p. 61-89.

12. La présence de nombreuses femmes est due à l'attention particulière portée au mouvement féministe.

parents. Celui-ci s'avère nettement plus élevé que celui de la population helvétique : un tiers des pères des militants de 68 ont en effet achevé des études universitaires ou obtenu un diplôme de haute école, alors que, dans l'ensemble de la population suisse, seuls 9 % des hommes pouvaient en dire autant¹³. Concernant la formation des mères, 17 % d'entre elles ont obtenu au moins une maturité (équivalent du baccalauréat), c'est-à-dire deux fois plus que la population féminine de l'époque¹⁴. Beaucoup de militants de 68 sont par conséquent nés dans une famille où les parents avaient déjà eu accès à l'enseignement supérieur. Des études portant sur la contestation à l'étranger obtiennent du reste des résultats similaires¹⁵. Notons encore que, s'il est vrai que près de la moitié (46 %) des mères des militants étaient femmes au foyer, cette proportion reste inférieure à la moyenne nationale¹⁶.

Notre principal questionnement portait sur la culture politique familiale, à la lumière de laquelle nous entendions examiner l'engagement politique de 68. Il apparaît ainsi que plus de la moitié des militants ont eu au moins un membre de leur famille proche engagé dans un parti politique, mouvement social ou syndicat. Parmi ces parents engagés, deux tiers étaient actifs dans des formations de gauche (principalement communistes et socialistes, mais également pacifistes, ainsi que des syndicats et même des mouvements de 68), alors qu'un quart militait dans des partis et mouvements de droite. Cela tendrait à indiquer une certaine continuité de l'engagement politique familial chez les militants de 68, déjà relevée dans le cas des militants étudiants allemands et américains¹⁷. Les entretiens corroborent d'ailleurs la corrélation entre l'engagement d'un proche et celui d'un soixante-huitard. Il est certain qu'un grand nombre de familles nourrissaient un intérêt pour le politique, entretenant même un certain *habitus* de l'engagement. Celui-ci pouvait se traduire tant par des discussions politiques ou des *stimuli* intellectuels que par des mobilisations concrètes. Une militante évoque ainsi le souvenir prégnant des repas partagés avec ses parents : « à la table de midi, nous avions l'habitude d'écouter les nouvelles à la radio, d'en débattre et de les interpréter »¹⁸. On peut supposer que chez bon nombre de militants de 68, la socialisation politique primaire s'est déroulée dans le giron familial. Cette transmission intergénérationnelle est patente dans le cas de D. G. : fille de militants communistes, elle a commencé son engagement politique à l'âge de 16 ans ; la radicalisation induite par 68 a touché sa sphère familiale de façon surprenante puisqu'elle a conduit mère et fille dans des organisations concurrentes : alors que la première rejoignait la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), formation trotskiste, la seconde adhérait à Rupture, le plus grand groupe maoïste du canton

13. Nous avons pris en compte le niveau de formation des hommes qui avaient entre 35 et 64 ans en 1970 (Bureau fédéral de statistique (BFS), *Recensement fédéral de la population 1970, Suisse 4*, vol. 7, Berne, 1974, p. 57).

14. En 1970, seules 8 % des femmes de plus de 35 ans possédaient au moins une maturité : *ibid.*

15. Les parents des militants engagés dans le mouvement étudiant américain avaient par exemple une formation supérieure à la moyenne. Voir K. R. ALLERBECK, *Soziologie radikaler Studentenbewegungen : eine vergleichende Untersuchung in der Bundesrepublik Deutschland und den Vereinigten Staaten*, Munich, R. Oldenbourg, 1973, p. 46.

16. 62 % des femmes mariées ou divorcées sont mères au foyer en Suisse en 1970 : BFS, *Recensement...*, *op. cit.*, p. 62 ; H. RITZMANN-BLICKENSTORFER (dir.), *Statistique historique de la Suisse*, Zurich, Chronos, 1996, p. 120.

17. K. R. ALLERBECK, *Soziologie...*, *op. cit.*, p. 110-118.

18. Interview de C. S. par R. Schär, 22 décembre 2009. Traduction des auteurs.

de Vaud. En parallèle, D. G. était également l'une des chefs de file du féminisme lausannois¹⁹.

La prépondérance des militants universitaires

Si l'on examine le niveau de formation des militants, la prépondérance des études supérieures saute aux yeux : 68 % des militants ont achevé des études supérieures²⁰. Ce nombre est tout à fait révélateur lorsqu'on sait qu'à l'époque, seules 3 % des personnes âgées de 20 à 29 ans étudiaient à l'université²¹. La proportion de militantes à avoir achevé des études universitaires est à peine moindre que celle des hommes, à un moment où elles formaient moins d'un tiers des étudiants universitaires²². Cette période universitaire a été pour beaucoup un moment de politisation ou de consolidation des convictions politiques : pas moins de 43 % des soixante-huitards sont en effet entrés dans le mouvement pendant leurs études universitaires. Il est dès lors manifeste que les mouvements de 68 se sont largement déployés dans un espace culturel où les militants puisaient un outillage mental qui, associé à une grille de lecture issue de leur formation politique, leur permettait d'analyser le monde social.

Eu égard à l'importance du monde universitaire dans l'espace contestataire, nous avons sondé les liens éventuels entre engagement politique et champ d'études. On observe que les lettres occupent une place prépondérante dans les choix des militants de 68, au détriment des sciences et de la médecine. Plus de la moitié (56 %) des étudiants soixante-huitards choisissent en effet cette filière, ce qui correspond exactement au double de la moyenne suisse²³. En revanche, seuls 8 % sont inscrits en Faculté de médecine (contre près d'un quart des étudiants suisses de la même époque). Une analyse plus fine révèle que les trois branches les plus étudiées, regroupant près de deux tiers des militants étudiants, appartiennent à la catégorie des lettres et sciences humaines : ce sont les lettres classiques (langues, philosophie, histoire, 32 %), les sciences sociales ou politiques (20 %) et la psychologie et pédagogie (11 %). À nouveau, ces résultats révèlent une tendance déjà mise en évidence dans d'autres pays²⁴.

Pour expliquer le choix de ces disciplines, quelques hypothèses peuvent être avancées. Tout d'abord, ces filières pouvaient paraître intellectuellement plus stimulantes dans la mesure où elles favorisaient davantage les recoupements entre lectures académiques et littérature politique. Cela explique notamment l'intérêt pour des disciplines telles que la sociologie ou la science politique, alors délaissées par les étudiants²⁵,

19. Interview de D. G., 24 janvier 2007. Archives de la Ville de Lausanne (AVL), Fonds ARHTO, P 308.

20. Parmi eux, 41 % des militants ont obtenu une « licence universitaire » (équivalent de la maîtrise dans le système français), 21 % un diplôme post-licence et 5 % un diplôme de haute école.

21. Notre calcul correspond au pourcentage moyen d'étudiants universitaires pour les années 1960, 1970 et 1980. Voir H. RITZMANN-BLICKENSTORFER (dir.), *Statistique...*, op. cit., p. 110, 1186.

22. Moyenne pour la période 1965-1978 : *ibid.*

23. *Ibid.*, p. 1174-1185. Au cours des années 1960, les lettres sont devenues la Faculté ayant le plus grand effectif d'étudiants en Suisse. La France a du reste connu une évolution similaire. Voir A. PROST, J.-R. CYTERMANN, « Une histoire en chiffres de l'enseignement supérieur en France », *Le Mouvement Social*, n°233, octobre-décembre 2010, p. 34.

24. Tant en Allemagne qu'aux États-Unis, les étudiants contestataires les plus radicaux provenaient souvent des sciences humaines et sociales. Voir K. R. ALLERBECK, *Soziologie...*, op. cit., p. 148-154.

25. En 1978, à peine 1 % des étudiants suisses étaient inscrits en sociologie et en science politique. Voir OFS (SIUS), « Studierende an den universitären Hochschulen nach Fachrichtung, Hochschule, Geschlecht und Nationalität », 2010.

qui permettaient de se familiariser avec des théories sociales critiques, comme celle de l'École de Francfort, qui ont eu sur le mouvement de 68 une influence considérable²⁶. Une militante raconte ainsi avoir abandonné son projet d'études artistiques au profit de la sociologie : « En 1967, un virus a circulé dans notre lycée : nous avons découvert la sociologie ! Parmi nous, les étudiants les plus critiques voulaient étudier la sociologie, afin de mieux comprendre les enjeux sociaux »²⁷. Ensuite, ces disciplines étaient attrayantes en raison de leur fonctionnalité et de leur rapport avec le monde du travail. Contrairement au droit, à l'économie et à la médecine, qui offrent des débouchés vers des professions socialement élevées et souvent proches de lieux de pouvoir²⁸, les lettres et sciences humaines ne répondent généralement pas à des objectifs de carrière manifestes, même si elles peuvent fréquemment mener à l'enseignement. Les entretiens démontrent du reste que les soixante-huitards étaient en général peu soucieux de leur avenir professionnel, ce qui s'explique par des convictions idéologiques et surtout par le contexte de plein-emploi qui régnait alors dans la Suisse de la fin des Trente Glorieuses²⁹. La crainte du déclassement social, paradigme explicatif de la révolte étudiante en France³⁰ aujourd'hui fortement remis en cause³¹, n'est pas opératoire en Suisse. Enfin, ces disciplines qui permettaient un moindre degré de présence aux cours laissaient aux militants plus de disponibilité pour mener des activités politiques. Nous postulons donc que le choix de ces champs d'études est lié à l'engagement politique et que ces deux sphères se sont mutuellement nourries.

Hormis l'université, les écoles secondaires et professionnelles représentaient aussi des lieux de socialisation politique, puisque 13 % des militants sont venus à la politique lorsqu'ils étaient à l'école et 4 % en apprentissage. On peut aisément supposer que tous ces jeunes en formation avaient une plus grande disponibilité à militer que des personnes déjà insérées sur le marché du travail. Étant donné que l'engagement politique était chronophage et exigeait un grand investissement personnel, cet élément n'est pas à sous-estimer. Les militants salariés travaillaient quant à eux souvent à temps partiel puisque, comme l'explique une militante : « le but était de dégager le plus de temps possible pour le militantisme. Puis, c'était facile de trouver du travail. Moi, j'ai attendu l'âge canonique de 37 ans pour me poser la question d'avoir un métier »³².

26. R. SALZMANN, B. C. SCHÄR, « Soziologie und studentische Proteste in Bern », in B. C. SCHÄR *et al.* (dir.), *Bern 68. Lokalgeschichte eines globalen Aufbruchs – Ereignisse und Erinnerungen*, Baden, Hier + Jetzt, 2008, p. 111-113. On consultera aussi I. GILCHER-HOLTEY, « Kritische Theorie und Neue Linke », in I. GILCHER-HOLTEY (dir.), *1968. Vom Ereignis zum Mythos*, Francfort, Suhrkamp, 2008, p. 223-247.

27. A. DE GIORGI, in H. NIGG, *Wir sind wenige, aber wir sind alle. Biografien aus der 68er-Generation in der Schweiz*, Zurich, Limmat, 2008, p. 225. Traduction des auteurs.

28. En ce sens, Pierre Bourdieu reprend la distinction opérée par Kant entre « facultés supérieures » et « facultés inférieures » (*Homo academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984, p. 88-96).

29. Des études américaines, contemporaines de la révolte des *Sixties*, mettent en évidence un autre facteur : l'origine sociale souvent aisée des étudiants contestataires leur permettait de négliger la dimension carriériste dans le choix d'une filière d'études. Voir M. KIMMEL, *Studentenbewegungen der 60er Jahre. Frankreich, BRD und USA im Vergleich*, Vienne, WUV Universitätsverlag, 1998, p. 94-100.

30. R. BOUDON, « La crise universitaire française : essai de diagnostic sociologique », *Annales ESC*, vol. 24, n°3, mai-juin 1969, p. 738-764 ; P. BOURDIEU, *Homo academicus*, *op. cit.*

31. L. GRUEL, *La rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

32. Interview de D. G., 14 décembre 1998. AVL, ARHTO, P 308.

Un statut socioprofessionnel élevé

Qu'en est-il justement du statut socioprofessionnel des 40 % de militants qui ont rejoint le mouvement alors qu'ils étaient déjà insérés dans le monde du travail ? Précisons que ce qui nous intéresse ici, c'est la profession qu'ils exerçaient au moment où ils sont entrés dans les mouvements liés à 68³³. L'étude révèle que ces militants appartiennent plutôt aux couches sociales élevées : près de la moitié d'entre eux exerce des professions intellectuelles et scientifiques supérieures, dans une proportion neuf fois plus élevée que celle de la population suisse. Notons que l'attention particulière que nous avons portée aux dirigeants des différents groupes, lesquels avaient en général atteint un niveau d'études élevé, peut avoir introduit un biais dans notre corpus. Le deuxième secteur le plus important est celui des professions intermédiaires, dans lesquelles sont actifs 28 % des militants, dont de nombreux enseignants. Là encore, ce taux est beaucoup plus élevé que dans l'ensemble de la population (13 %). Nous avançons l'hypothèse selon laquelle la surreprésentation des catégories professionnelles supérieures et intermédiaires provient du fait que, par exemple, les métiers d'enseignant, de journaliste, voire d'architecte, représentaient des espaces plus propices à l'intégration des valeurs de 68 et davantage compatibles avec un engagement politique. Il faut néanmoins souligner que nombre de soixante-huitards ont été victimes de sanctions professionnelles (*Berufsverbot*), ont perdu leur emploi ou n'ont pas été engagés en raison de leur militantisme politique³⁴.

La tendance s'inverse à mesure que l'on descend l'échelle sociale. Seuls 15 % des militants exercent une profession d'employé administratif ou travaillent dans les services, c'est-à-dire deux fois moins que la population helvétique de 1970³⁵. Quant aux métiers d'artisan et d'ouvrier, qui occupent 43 % de la population adulte suisse, ils ne concernent que 12 % des soixante-huitards. La faiblesse de la participation ouvrière aux mouvements de 68 apparaît plus clairement encore lorsqu'on constate que seuls 3 % des militants salariés sont des ouvriers non qualifiés. De fait, l'adhésion ouvrière est inversement proportionnelle à l'intérêt que les organisations néo-marxistes portent à la classe ouvrière, sujet révolutionnaire dans la tradition communiste.

La surreprésentation des catégories socioprofessionnelles supérieures et intermédiaires que révèle notre étude apparaît plus forte en Suisse qu'en France ou en Italie. À notre sens, cela résulte essentiellement de la faiblesse du mouvement ouvrier en Suisse par rapport à ces deux pays voisins³⁶. Tributaire depuis 1937 de la « paix du travail », fondée sur la collaboration entre syndicats et patronat, le mouvement ouvrier a été dynamisé par l'apport d'immigrés italiens et espagnols, généralement plus politisés que les Suisses. Socialement discriminés, les travailleurs étrangers, à qui il était interdit de mener des activités politiques³⁷, ont peu investi les mouvements

33. Pour établir des catégories appropriées à notre analyse, nous nous sommes inspirés de la Classification internationale type des professions, variante de l'Union européenne (CITP 88 COM).

34. L'écrivain Daniel de Roulet évoque les incidences du militantisme soixante-huitard sur sa carrière professionnelle dans son roman *Double : un rapport*, Genève, Métropolis, 2006.

35. G. SHELDON, *Eidgenössische Volkszählung 2000. Der berufsstrukturelle Wandel der Beschäftigung in der Schweiz 1970-2000. Ausmass, Ursache und Folgen*, Neuchâtel, OFS, 2005, p. 21.

36. B. GOBILLE, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008 ; M. TOLOMELLI, « 1968 : Formen der Interaktion zwischen Studenten- und Arbeiterbewegung in Italien und der Bundesrepublik », in I. GILCHER-HOLTEY (dir.), 1968. *Vom Ereignis...*, op. cit., p. 109-132 ; X. VIGNA, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

37. Un arrêté du Conseil fédéral du 24 février 1948 interdisait aux étrangers de tenir des discours politiques sans autorisation. Ils étaient de surcroît l'objet d'une surveillance policière particulièrement

de 68. Leur intervention a néanmoins eu une incidence notable sur les luttes ouvrières des années 1970, que notre étude n'a pas abordées ; au carrefour de ces luttes s'est parfois opérée la rencontre entre étudiants soixante-huitards et ouvriers. Par ailleurs, à un moment où le mouvement xénophobe prenait de l'ampleur³⁸, nombre d'organisations issues de 68 ont mené des campagnes de solidarité avec les étrangers, en particulier avec les travailleurs saisonniers, dont les conditions de vie étaient la plupart du temps déplorables.

L'engagement politique des militants de 68

De la génération historique à la génération politique

Ce corpus peut également être appréhendé par le biais de l'approche générationnelle, devenue grille interprétative classique du mouvement de 68³⁹. Deux tiers des activistes sont nés durant la décennie 1943-1952, qui correspond à la période de la fin de la guerre et de l'après-guerre. Pour estimer l'âge des militants de façon plus précise, il faut déterminer à quel moment les individus ont été politiquement engagés. Pour ce faire, nous avons défini des micro-cohortes en divisant notre période en cinq « générations politiques » suivant le moment où les acteurs ont rejoint un mouvement ou adhéré à une organisation. Déjà mise en évidence par la recherche en sciences sociales dans d'autres pays, l'existence de plusieurs strates générationnelles révèle la complexité d'un phénomène qu'on a trop souvent réduit à « la génération 68 »⁴⁰.

La première constatation que l'on peut faire paraît banale : dans toutes les tranches générationnelles, la jeunesse est incontestable. 70 % des militants de la génération d'avant 1967, 62 % de celle de 1968-1970, 75 % de celle de 1971-1973 et 54 % de celle de 1974-1976 ont en effet moins de 25 ans. Les individus ont toutefois progressivement tendance à s'engager à un âge plus avancé, ce qui résulte du développement plus tardif du mouvement féministe – qui attirait en général des militantes un peu plus âgées. L'exception reste la période 1971-1973, caractérisée par l'arrivée massive de jeunes militants qui soit viennent à la politique par l'intermédiaire des mouvements autonomes et spontanés alors en plein essor (Autonome Republik Bunker à Zurich, Comité Action Cinéma à Lausanne, Centre autonome à Genève), soit rejoignent les formations d'extrême gauche, lesquelles, bien consolidées en cette phase, recrutaient essentiellement dans la jeunesse.

étroite. Le cas de Nils Andersson est à cet égard exemplaire. Né à Lausanne, mais de nationalité suédoise, cet éditeur s'est fait remarquer par son militantisme anticolonialiste et prochinaise ; ses activités politiques lui ont valu d'être expulsé de Suisse en 1967. Voir P. JEANNERET, « Les engagements politiques des années 60 et l'expulsion de Nils Andersson », in F. VALLOTTON (dir.), *Livre et militantisme : La Cité Éditeur, 1958-1967*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2007, p. 108-159.

38. En 1970 et en 1974, deux initiatives fédérales, dites Schwarzenbach, prônant une limitation de la population étrangère en Suisse, ont été rejetées en votation populaire.

39. La littérature sur le sujet est vaste. Voir par exemple : D. BERTAUX, D. LINHART, B. LE WITA, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement Social*, n°143, « Mémoires et Histoires de 1968 », avril-juin 1988, p. 75-89 ; Y. COHEN, « Mai 1968 : le mouvement étudiant comme mouvement de génération ? », *L'Homme et la société*, n°111-112, janvier-juin 1994, p. 119-136 ; B. FIETZE, *Historische Generationen : Über einen sozialen Mechanismus kulturellen Wandels und kollektiver Kreativität*, Bielefeld, transcript, 2009, p. 211-237 ; H. HAMON, P. ROTMAN, *Génération*, 2 vol., Paris, Le Seuil, 1987-1988 ; N. WHITTIER, « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 62, n°5, octobre 1997, p. 760-778.

40. J.-F. SIRINELLI, « Génération, générations », *Vingtème siècle. Revue d'histoire*, n°98, avril-juin 2008, p. 113-124.

Quant à la répartition de militants par génération, un cinquième étaient déjà actifs avant 1968 dans un ou plusieurs mouvements⁴¹ – principalement dans le mouvement étudiant et dans le Parti suisse du Travail (PST), dans une moindre mesure dans le mouvement pacifiste, antiatomique, le courant prochinois, les organisations chrétiennes de jeunesse et au Parti socialiste (PS). L'itinéraire politique de B. S. témoigne de la radicalisation graduelle de nombreux militants en Suisse : né en 1941, il a été sympathisant du PS à la fin des années 1950, puis a adhéré au PST, avant d'intégrer la mouvance maoïste à partir de 1968.

Le fort pourcentage de militants membres du mouvement étudiant avant 1968 traduit l'importance du syndicalisme étudiant pré-soixante-huitard. Appartiennent à ce courant le Mouvement démocratique des étudiants, actif à Lausanne dès 1956 et à Genève dès 1961, l'Action syndicale universitaire (créée à Genève en 1962), la Fortschrittliche Studentenschaft Zürich (dès 1963), ou le Forum politicum (fondé à Berne en 1966). Ces structures, qui avaient adopté une posture plus radicale que les associations estudiantines traditionnelles, offraient déjà des espaces de contestation et ont servi de pépinière à la nouvelle génération dissidente. Une autre école politique déterminante a été le Parti du Travail : nombre de ceux qui deviennent des cadres des organisations révolutionnaires après 68 ont été formés dans les filières du PST, le seul parti qui, à leurs yeux, incarnait une forme de rupture dans le champ politique. En son sein, une frange de la jeunesse a développé des positions très critiques à partir du milieu des années 1960⁴² et a constitué des structures autonomes ou semi-autonomes – notamment la Junge Sektion der Partei der Arbeit à Zurich et les Jeunesses Progressistes à Lausanne – qui ont joué un rôle moteur en 68. À l'inverse, le nombre très réduit de militants du PS confirme que celui-ci, qui avait fait son entrée au gouvernement fédéral en 1959, n'était pas perçu comme un parti d'opposition. Quoi qu'il en soit, les mouvements contestataires ont considérablement profité du capital militant⁴³ acquis par les individus qui ont fait leurs classes dans ces différents appareils⁴⁴.

La moitié des militants de ce long cycle de protestation ont commencé leur engagement politique entre 1968 et 1970. L'année 1968 n'a donc pas seulement un caractère symbolique⁴⁵ mais a bel et bien été une année fondatrice, un creuset où s'est renouvelé l'activisme politique. Bien que la fréquence des manifestations politiques n'ait atteint son apogée qu'au cours des années 1970⁴⁶, nous postulons qu'une bonne

41. Une enquête portant sur le territoire français a recensé 44 % des militants de Mai-Juin 68 qui étaient déjà engagés avant les événements. Voir J. PAGIS, « Repenser la formation des générations politiques sous l'angle du genre », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n°29, 2009/1, p. 102. L'écart entre les études française et suisse peut à notre sens aussi bien résulter des temporalités différenciées (période plus courte en France) que des disparités politiques nationales.

42. P. JEANNERET, *Popistes. Histoire du Parti Ouvrier et Populaire Vaudois, 1943-2001*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2002, p. 184-198 ; A. RAUBER, *Histoire du mouvement communiste suisse*, t. 2, 1944-1991, Genève, Slatkine, 2000, p. 345-361.

43. F. MATONTI, F. POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, décembre 2004, p. 4-11.

44. P. Bourdieu avait déjà noté l'émergence de ces activistes politiques expérimentés en 1968. Voir *Homo academicus*, *op. cit.*, p. 247-248.

45. D. CLAUSSEN, « Chiffre 68 », in D. HARTH, J. ASSMANN (dir.), *Revolution und Mythos*, Francfort, Fischer-Taschenbuch, 1992, p. 219-228.

46. H. KRIESI *et al.* (dir.), *Politische Aktivierung in der Schweiz, 1945-1978*, Diessenhofen, Rüegger, 1981, p. 4 ; A. TSCHOPP, *Datenhandbuch über politische Aktivierungseignisse in der Schweiz, 1945-1978*, Université de Zurich, 1981.

partie des militants étaient déjà non seulement politisés, mais aussi actifs dans des mouvements à la fin des années 1960.

La répartition genrée montre un écart significatif entre deux périodes. Pour la génération d'avant 1967, on dénombre trois fois plus d'hommes ayant déjà politiquement investi un mouvement contestataire⁴⁷. Il semble bien que 1968 ait conduit de nombreuses femmes à l'engagement politique puisque parmi les militants ayant adhéré à une organisation de la nouvelle gauche radicale entre 1968 et 1970, on recense autant d'hommes que de femmes. La génération 1974-1976 est quant à elle marquée par un phénomène inverse, puisqu'on observe que plus des deux tiers de ceux qui commencent à s'engager à cette période sont des femmes. Cette donnée résulte en particulier de l'arrivée dans la sphère militante de nombreuses féministes à un moment où était menée en Suisse une intense campagne en faveur du droit à l'avortement.

Le croisement entre les indicateurs « génération militante » et féminisme fournit d'autres informations intéressantes. D'une part, parmi celles qui allaient investir le mouvement féministe, seule une petite minorité (6 %) a été active dans d'autres mouvements politiques avant 1968. Cette année a indéniablement joué un rôle significatif dans la politisation des militantes féministes. Les trois générations suivantes voient une arrivée de militantes à peu près équivalente : environ un tiers a entamé son engagement politique dans la période 1968-1970, un autre entre 1971 et 1973 et le dernier tiers entre 1974 et 1976. Ce dernier indice et le fait que le néo-féminisme ait continué à attirer de nouvelles militantes en 1977 et 1978 suggèrent que ce mouvement a contribué à retarder la fin du cycle de contestation.

De leur côté, les générations des militants actifs dans la solidarité internationale correspondent à peu près aux chiffres généraux obtenus pour les mouvements de 68, si ce n'est qu'ils tendent à commencer plus tôt. La guerre du Vietnam semble tenir une place déterminante dans leur engagement politique puisqu'un quart de ces militants étaient déjà actifs avant 1968. O. P. est l'un d'entre eux : co-fondateur en 1967 du Corps de volontaires civils pour le Vietnam, il a adhéré à la LMR dans l'après-68 et y a été le responsable informel du travail anti-impérialiste. Le conflit vietnamien a du reste constitué un marqueur générationnel de tout premier ordre : près d'un tiers des militants le mentionnent comme un événement à l'origine de leur engagement politique.

Les horizons multiples du militantisme

Les années 68 ont été marquées par un foisonnement de groupes qu'on peut *grosso modo* classer en deux catégories : les organisations politiques structurées (extrême gauche) et le vaste champ des mouvements sociaux. Le militantisme de 68 se caractérise par la multi-appartenance : la plupart des militants évoluent entre ces deux espaces et sont simultanément ou successivement engagés dans plusieurs groupes politiques. Pour mesurer l'articulation entre ces deux sphères, nous avons entrepris d'examiner les engagements croisés entre, d'un côté, le mouvement étudiant et le mouvement de solidarité internationale et, de l'autre, les organisations de la gauche radicale.

47. La sous-représentation féminine dans cette strate générationnelle est plus forte en Suisse qu'en France. En effet, en France, avant les événements de Mai 68, les femmes sont deux fois moins présentes dans l'espace militant. Voir J. PAGIS, « Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés & Représentations*, n°24, novembre 2007, p. 237.

Il en ressort que 72 % de ceux qui ont milité dans un mouvement étudiant ou de jeunesse ont également adhéré à une organisation révolutionnaire, laquelle représentait souvent le prolongement de l'engagement étudiant. Chez les militants de la solidarité internationale, le rapport avec l'extrême gauche est encore plus marqué, puisque pas moins de 81 % d'entre eux se sont aussi engagés dans la gauche radicale. Cette compatibilité remarquable résulte à notre sens principalement de deux facteurs. D'une part, l'anti-impérialisme constituait l'un des socles idéologiques de la nouvelle gauche radicale. D'autre part, les organisations révolutionnaires cherchaient à recruter de nouveaux membres en profitant du puissant attrait qu'exerçait l'anti-impérialisme, avec ses campagnes médiatisées fédératrices et en prise avec l'évolution politique internationale. En formant leurs propres comités ou en déléguant leurs militants dans des comités unitaires ou autonomes, elles s'attachaient également à occuper le terrain de la contestation.

Malgré l'éclatement des groupes et l'hétérogénéité des luttes, l'engagement était vu par beaucoup de militants comme un ensemble cohérent : il s'agissait non seulement de transformer les structures sociales, politiques et économiques, mais également les rapports sociaux, les comportements, la vie quotidienne. Même si elle apportait parfois son lot d'ambivalences, voire de contradictions, l'affiliation à plusieurs groupes prenait dès lors sens et témoignait de l'aspiration à une transformation globale à travers la convergence de luttes sectorielles. Engagé simultanément, au début des années 1970, dans un syndicat, un groupuscule d'extrême gauche et plusieurs comités de solidarité internationale, B. C. définit ainsi son engagement comme « global, total et radical »⁴⁸.

L'une des caractéristiques marquantes des mouvements de 68 est la grande mobilité géographique dont ont fait preuve les militants : 22 % ont été politiquement actifs dans deux villes ou plus (dont 46 % de femmes et 54 % d'hommes). Étant donné que la mobilité concernait d'abord les dirigeants des groupes, qui étaient le plus souvent des hommes, la mobilité des femmes se révèle tout à fait significative. Elle ne semble cependant pas être liée au mouvement féministe, puisqu'au sein de celui-ci, seules 18 % de militantes ont été actives dans plus d'une ville. Cette mobilité découle principalement des tentatives d'expansion de l'extrême gauche, qui a œuvré à la construction de sections dans d'autres cantons. C'est par exemple le cas de J. D. : adhérent à la LMR pendant ses études universitaires à Lausanne, il a été envoyé par cette organisation trotskiste dans la ville de Bienne, d'où il était originaire, pour y fonder une section⁴⁹. Un quart des militants de la nouvelle gauche radicale ont du reste été actifs dans au moins deux villes.

L'hypothèse selon laquelle la mobilité serait liée à la mobilité académique se trouve réfutée par notre enquête, car à peine 16 % des étudiants ont fait leurs études dans plus d'une université. Par ailleurs, cette mobilité des acteurs de 68 n'a pas transcendé les frontières linguistiques helvétiques, puisque seuls 3 % des militants ont été actifs dans deux régions linguistiques ou plus. Parmi ceux-ci, nous trouvons essentiellement des Tessinois (italophones), partis vers les villes alémaniques ou romandes pour suivre des études universitaires.

48. Interview de B. C., 19 mars 2007. AVL, ARHTO, P 308.

49. Sur ce point, voir B. CHALLAND, *La Ligue marxiste révolutionnaire en Suisse romande (1969-1980)*, Fribourg, Université de Fribourg, 2000, p. 109.

L'une des critiques adressées aux contestataires de 68 par leurs détracteurs visait le caractère *importé* des mouvements, qui auraient trouvé leur source dans les pays environnants. Il est vrai que l'influence des mouvements étrangers, du fait d'une intense circulation d'idées et de pratiques, ne doit pas être sous-estimée. Ces transferts empruntaient parfois les trajectoires individuelles. Ainsi, U. S. a étudié à Francfort puis à Paris entre 1969 et 1974 ; en Allemagne, elle s'est notamment familiarisée avec les théories critiques de l'École de Francfort, alors qu'en France, elle s'est engagée dans le mouvement féministe (notamment au sein des Pétroleuses et des Féministes Révolutionnaires) ; arrivée à Berne dans la seconde moitié des années 1970, elle a contribué à y asseoir le féminisme radical : militante du Mouvement de libération des femmes (MLF) local, elle a également cofondé le groupe des Radikalfeministinnen⁵⁰.

Notre étude montre que le mouvement de 68 a incontestablement été porté par des Suisses, puisque 91 % des militants étaient suisses et seuls 4 % étaient étrangers, 5 % possédant la double nationalité. Ces chiffres doivent cependant être nuancés car ils ne reflètent pas l'impact réel des étrangers sur le mouvement, impact que notre étude ne permet pas de saisir, pour les raisons précédemment évoquées.

Les années 68 au prisme du genre

Au cours des années 68 s'est produite une transformation profonde dans les rapports entre genre et politique⁵¹. S'agissant de la participation féminine à la vie politique, notre recherche révèle que les mouvements de 68 ont opéré une rupture saisissante avec la politique traditionnelle. Au sein de cette dernière, la participation des femmes était faible pendant les années 60, même dans les partis de la gauche parlementaire des cantons où le suffrage féminin avait déjà été introduit⁵². L'introduction du suffrage fédéral féminin en 1971 n'a pas produit d'effets immédiats en termes de participation féminine à la vie partisane ; ainsi, aux élections pour le Conseil national de 1971 et de 1975, seules 16 et 17 % des candidats respectivement étaient des femmes⁵³. Or à la même époque, au sein des différents mouvements de 68, les femmes étaient deux fois plus nombreuses, formant environ un tiers des militants⁵⁴. Même à la fin de la décennie, les partis parlementaires suisses restent bien en deçà de cette proportion⁵⁵.

50. Voir aussi E. VAUDAN, « "Ja, ich bin eine 68erin, aber..." : Ursula Strecken », in B. C. SCHÄR *et al.* (dir.), *Bern 68...*, *op. cit.*, p. 216.

51. M. ZANCARINI-FOURNEL, « Genre et politique : les années 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°75, juillet-septembre 2002, p. 133-143.

52. On peut prendre l'exemple du canton de Vaud, qui a été le premier à accorder les droits civiques aux femmes, en 1959. On sait par exemple qu'en 1962, seules 6 % des membres du Parti socialiste vaudois étaient des femmes. Leur intégration au sein du parti croît dans les années 1960. Voir J. WICKI, « On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous ». *Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, Lausanne, Antipodes, 2007, p. 141-144. La proportion de militantes au sein du Parti ouvrier et populaire vaudois augmente également à la fin de la décennie, pour atteindre en moyenne 22 % entre 1966 et 1974 : P. JEANNERET, *Popistes...*, *op. cit.*, p. 541.

53. La proportion de femmes dans les partis de la gauche établie n'était du reste pas nécessairement plus élevée que dans les partis bourgeois. Voir Commission fédérale pour les questions féminines (CFQF), *La situation de la femme en Suisse, I, Société et économie*, Berne, 1979, p. 113.

54. Dans son étude sur le mouvement étudiant italien de 68, Luisa Passerini aboutit à un résultat similaire puisqu'elle recense 34 % de femmes, taux élevé comparé aux 7 à 18 % de femmes actives dans la politique traditionnelle. Voir L. PASSERINI, *Autobiography of a Generation, Italy, 1968*, Hanover (New Hampshire) ; Londres, Wesleyan University Press, 1996, p. 70, 96.

55. En 1978, on estime que la proportion de femmes dans les partis politiques était la suivante : LMR : 27 %, Parti radical : 26 %, PST : 20 %, PS : 19 %. CFQF, *La situation...*, *op. cit.*, p. 106-107.

Cette progression de la participation féminine dans des organisations politiques structurées ne répondait cependant pas pleinement aux aspirations de nombreuses militantes. D'une part, elles reprochaient aux organisations révolutionnaires de négliger le combat féministe, vu comme une « contradiction secondaire » du capitalisme, au profit de la lutte de classes. D'autre part, nombre de femmes se sentaient discriminées au sein de ces organisations, où d'ailleurs une féministe sur deux militait. Une militante trotskiste relève la place que son organisation réservait aux femmes : « J'ai mis des années avant d'oser parler à une assemblée générale. Donc on était là tout juste [...] pour faire le café et puis tirer les tracts mais c'était tout. Et alors on s'est révoltées, on s'est conscientisées comme femmes à l'intérieur du MLF et puis on a ramené à l'intérieur du parti les revendications féministes »⁵⁶. De nombreuses femmes ont en revanche opté pour un engagement exclusif dans le mouvement féministe autonome, tel le MLF, centré sur la défense des intérêts des femmes⁵⁷.

Notre enquête fournit par ailleurs des indications significatives sur l'état civil des militantes féministes des années 1965-1978. Pendant la génération politique de leur engagement, 70 % étaient célibataires et 26 % mariées. À titre de comparaison, notons qu'à la même époque, et dans une classe d'âge équivalente (20-34 ans), la proportion était exactement inversée, puisque moins d'un tiers des femmes suisses étaient célibataires⁵⁸. La réticence des féministes au mariage peut être le produit de dispositions idéologiques ou de l'inégalité juridique inscrite dans le droit matrimonial, suivant lequel, en se mariant, les femmes perdaient de nombreux droits civils⁵⁹.

Un engagement au long cours, ou la pérennité de 68

Compte tenu des critères de sélection de notre corpus, qui mettaient l'accent sur la visibilité des militants, liée à la fonction exercée et à la durée de l'engagement, il n'est pas surprenant que nos données présentent une majorité de militants de longue durée. Ce qui étonne davantage, c'est l'ampleur des résultats obtenus. En effet, 45 % des militants ont été actifs treize ans ou plus, 23 % entre neuf et douze ans et 25 % entre cinq et huit ans. Les militants de courte durée (quatre ans et moins) sont quant à eux considérablement sous-représentés dans notre corpus. Pour de nombreuses personnes, 68 a indéniablement été le point de départ d'un engagement au long cours, qui a durablement imprégné leurs trajectoires de vie. Nous observons que les militants qui se sont engagés après 1973 s'engagent un peu moins longtemps que leurs prédécesseurs : la moitié d'entre eux est en effet active moins de huit ans. Cette différence résulte probablement du déclin général du mouvement.

Ce déclin et le désengagement politique qui l'a accompagné nous ont conduits à questionner le devenir politique des militants de 68 dans les années 2000. La première remarque que nous pouvons faire, c'est que la désertion des partis politiques n'a pas été aussi forte qu'on aurait pu le penser : pas moins d'un tiers d'entre eux continuent d'adhérer à une structure partisane. Ces derniers – qu'ils soient membres actifs ou passifs – se répartissent presque exclusivement (98 %) entre des partis

56. Interview de M. H., 14 mars 2007. AVL, ARHTO, P 308.

57. K. SCHULZ, « Frauen in Bewegung. Mit der Neuen Linken über die Linke(n) hinaus », in M. KLIMKE, J. SCHARLOTH (dir.), *Handbuch 1968 zur Kultur- und Mediengeschichte der Studentenbewegung*, Stuttgart, J. B. Metzler, 2007, p. 247-258.

58. H. RITZMANN-BLICKENSTORFER (dir.), *Statistique...*, op. cit., p. 110.

59. Le droit matrimonial patriarcal a prévalu jusqu'en 1988.

de gauche. Malgré le recul des idéologies de 68, l'ancrage à gauche demeure donc incontestable.

Ils sont encore plus nombreux (40 % de notre corpus) à poursuivre un engagement hors des partis politiques. Celui-ci peut être très varié, mais il se concentre essentiellement dans ce qu'il est convenu d'appeler les nouveaux mouvements sociaux (*single issue movements*) : droits humains, anti-racisme, sans-papiers, écologie, commerce équitable. Signalons enfin qu'un tiers des militants revendiquent une affiliation syndicale. A. S. est l'un d'entre eux : militant trotskiste dans les années 1970 et 1980, il s'est engagé, depuis les années 1990 dans une carrière de secrétaire syndical. Ainsi, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les soixante-huitards auraient « retourné leur veste », notre étude met en lumière des phénomènes de reconversion militante marqués par la continuité et la fidélité à certains idéaux et convictions politiques (solidarité, justice sociale, critique de la société de consommation, etc.)⁶⁰. Cette « relative cohérence biographique » a déjà été mise en évidence par Érik Neveu dans son enquête sur les soixante-huitards français⁶¹.

À la lumière de l'analyse des profils militants, le mouvement de 68 en Suisse ne tranche pas fortement avec ses homologues européens. Mais si le cycle protestataire ne fait pas de la Suisse un cas particulier, il occupe assurément une place singulière dans l'histoire sociale et politique helvétique. Cette histoire sociale et politique de la Suisse des années 1960 et 1970 demeure un champ d'investigation historiographique fécond ; à cet égard, la prosopographie se révèle être une approche quantitative opératoire et pertinente pour l'étude de 68, qui mériterait d'être appliquée à l'étude d'autres mouvements contestataires et combinée à des recherches qualitatives dans la mesure où elle permet de reconsidérer les postulats généralement formulés à propos de ces mouvements.

L'un des présupposés nuancés par la présente enquête concerne le caractère prétendument « décalé » de l'élan contestataire helvétique par rapport aux pays environnants. La plupart des militants sont en effet venus à la politique entre 1968 et 1970, c'est-à-dire à peu près au même moment que leurs camarades européens. Si l'ampleur des mouvements internationaux a constitué une puissante source d'inspiration, la contestation helvétique a surtout tiré parti des sphères de politisation nationales antérieures à 1968 qu'ont été le mouvement étudiant et le Parti du Travail. Elle a su agréger des ressources de l'*ancienne gauche suisse* – bien plus réduites, pourtant, que dans les pays voisins – avant d'en opérer un dépassement pour former une *nouvelle gauche*, plus radicale.

Bien qu'elle s'inscrive dans un mouvement de protestation global, la contestation de 68 en Suisse présente un éventail de déclinaisons régionales bien à l'image de la tradition politique helvétique. Malgré l'apport de militants souvent mobiles, mais qui ne traversent pas les barrières linguistiques, et bien qu'ils s'inscrivent dans des réseaux nationaux ou internationaux, les mouvements de 68 en Suisse possèdent un ancrage essentiellement régional, voire local, ce qui explique la fragmentation de l'ensemble du mouvement. Mais cette hypothèse mériterait d'être testée par une

60. L'inscription durable des anciens activistes à gauche a déjà été soulignée par O. FILLEULE, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 35.

61. E. NEVEU, « Trajectoires de "soixante-huitards ordinaires" », in D. DAMAMME *et al.* (dir.), *Mai-Juin 68, op. cit.*, p. 306-318.

étude approfondie en termes d'analyse des réseaux militants. Une telle approche nécessiterait d'examiner non seulement l'implantation géographique et les réseaux des différents mouvements et organisations, mais également les liens interpersonnels, en tout cas pour les militants les plus influents.

Le militantisme soixante-huitard apparaît comme un engagement protéiforme, conçu comme total, malgré son apparent morcellement. Il s'agit bien d'un militantisme nouveau, caractérisé par une forte articulation entre l'extrême gauche – foisonnante, malgré la faiblesse de la tradition révolutionnaire en Suisse – et les mouvements sociaux. Cette imbrication a façonné les trajectoires de milliers de militants qui se sont engagés corps et âme dans des luttes politiques de longue haleine, impliquant de privilégier la sphère publique au détriment de l'espace privé et allant fréquemment de pair avec des privations et une mise au second plan des aspirations personnelles, notamment professionnelles. L'étude des incidences biographiques de l'engagement militant reste cependant à faire.

La socialisation politique des soixante-huitards s'est principalement déroulée à l'université ou dans des écoles. Bien qu'il ne soit pas homogène, l'espace militant est dominé par les étudiants et par les professions intellectuelles supérieures, les classes populaires n'ayant que peu de place dans un pays qui n'a pas véritablement connu de massification et encore moins de démocratisation des études⁶². S'il est vrai que les acteurs contestataires proviennent souvent d'un milieu familial privilégié et témoignent d'un anti-autoritarisme qui prend l'institution familiale pour cible, notre enquête tend à relativiser la vision de 68 comme conflit intergénérationnel. Car les parents des soixante-huitards étaient parfois, d'une certaine manière, déjà en rupture avec leurs contemporains. Par ailleurs, malgré l'indéniable jeunesse de l'immense majorité des acteurs, 68 a été bien plus qu'une révolte de jeunesse. Cela a été une intense décennie de mobilisation sociale qui a associé des militants de plusieurs générations, dont beaucoup ont poursuivi un engagement politique bien au-delà du *moment critique* de 1968.

La forte proportion de femmes engagées dans les mouvements contestataires est également à relever. Le phénomène est d'autant plus significatif qu'auparavant, elles ne jouaient presque aucun rôle dans la politique traditionnelle. 68 a incontestablement conduit de nombreuses femmes à l'engagement politique, favorisé la participation féminine et leur a offert un espace d'émancipation qu'elles ont su investir, avant d'instiller une critique à l'intérieur même des organisations de la gauche extraparlamentaire et de lancer des groupes féministes autonomes.

En ce qui concerne enfin le devenir des soixante-huitards, notre recherche met en évidence la pérennité d'un engagement politique ancré à gauche. Si la plupart des anciens militants ont quitté les structures partisans, le nombre de ceux qui militent toujours dans un parti de gauche est loin d'être négligeable. De surcroît, près de la moitié d'entre eux poursuit un engagement dans de nouveaux mouvements sociaux, engagement auquel l'esprit de 68 n'est certes pas étranger.

62. Par rapport aux autres pays industrialisés, le nombre d'étudiants universitaires est très faible en Suisse. Voir P. BURLOIU, *L'enseignement supérieur et le développement économique en Europe, 1975-1980*, vol. 1, Bucarest, Unesco Cepas, 1983, p. 109-114.